

Europe

FENÊTRE SUR GÈNES (11) : DROGUE, MAFIA ET SANTÉ

Simon Clavière-Schiele

06/07/2020

Depuis Gênes, en Italie, l'artiste français Simon Clavière-Schiele nous raconte le quotidien des habitants de la capitale ligure. Alors que les choses ont repris leur cours normal, il revient sur les sombres perspectives qui s'offrent à la jeunesse italienne, particulièrement dans son quartier du Carmine où le trafic de drogue s'est étendu. L'occasion de dénoncer l'emprise de la mafia sur l'économie du pays, notamment sur le système de santé dans le Nord.

Gênes, comme le reste de l'Italie, a repris un rythme de vie quasiment normal, les préoccupations des habitants sont – logiquement – de nouveau principalement tournées vers l'économie et les chiffres de la pandémie se font rassurants. Il n'y a plus de victimes en région Ligurie depuis le début de la semaine et les contagions sont faibles.

Les deux dernières grandes séquences mondiales – Covid-19 et manifestations contre le racisme – qui ont focalisé l'attention de l'humanité pendant près de quatre mois sur une actualité où l'économie passait après la santé et la justice vont-elles maintenant laisser place aux soucis du quotidien et à un retour progressif à la banalité du frigo ? Les bonnes résolutions du confinement – repenser le monde, se réinventer – ont-elles déjà cédé le terrain à un quotidien sans perspective ? Comment, alors que s'évanouit l'angoisse de la Covid-19 en Ligurie, les jeunes de la plus vieille région d'Europe se projettent-ils désormais dans l'avenir ?

Une chose est sûre : ici comme dans le reste de la péninsule, une partie de la jeunesse est désabusée et angoissée. En témoignent deux indicateurs appartenant *a priori* à deux registres éloignés : le taux d'abstention des jeunes, qui frise les 50% des inscrits, et l'explosion de la consommation de stupéfiants en Italie, déjà fortement impactée par le phénomène. Le nombre d'overdoses a augmenté de 11% au niveau national cette année lors que les saisies de cocaïne ont, quant à elles, gonflé de 127% ces douze derniers mois.

Dans le quartier du Carmine, habité par des familles et largement transformé en terrain de jeu par les enfants en raison de l'absence de voitures, on retrouve régulièrement depuis le début de la

pandémie des seringues, du papier aluminium utilisé pour fumer l'héroïne et des pipes à crack artisanales faites avec des bouteilles en plastique. Après le vieux Gênes qui fait figure de labyrinthe de la drogue depuis des décennies, la zone de trafic et de consommation est désormais élargie à des parties de la ville autrefois relativement préservées.

Il y a, dans le cas du Carmine, plusieurs raisons à cela : tout d'abord sa proximité avec les lieux de *deal*, ensuite l'absence de caméras de surveillance, mais aussi et peut-être surtout sa relative virginité en la matière. En effet, ici, pas de clans à déloger ni à affronter. Le quartier qui s'est mobilisé durant la Covid autour d'un groupe de solidarité WhatsApp se matérialisant ensuite en association semble conscient du phénomène et voudrait y sensibiliser les pouvoirs publics.

Mais peut-on lutter contre le trafic et la consommation de drogue sans s'attaquer à la question des motivations qui poussent une personne à s'inoculer ces poisons ? Car les générations actuelles de toxicomanes savent toutes que ces substances sont de véritables fléaux. Les nouveaux consommateurs qui sautent le pas de la drogue dure savent pour la plupart qu'ils franchissent le Rubicon. Que se passe-t-il dans la tête d'un jeune qui fume sa première bouffée de crack ou s'injecte sa première dose d'héroïne alors qu'il connaît les effets dévastateurs du produit ? Cette question est peut-être plus urgente à résoudre que celle de l'éradication du trafic.

Le décrochage scolaire ayant explosé durant le confinement, les violences domestiques également, la pauvreté guettant toujours plus de foyers et les perspectives professionnelles déjà minimes se volatilissant, les jeunes seraient-ils plus que jamais tentés d'échapper à la réalité dans une sorte d'*annihilation volontaire* de la conscience ? Contre qui pourraient-ils se rebeller ? Contre la police comme aux États-Unis ? Contre la classe politique comme les « gilets jaunes » en France ? Contre leurs parents comme en 1968 ? Contre le capitalisme comme les Black Blocs ?

En Italie, le pouvoir des coalitions en poste depuis des décennies est si volatile, composite et idéologiquement malléable qu'elles interdisent presque à la jeunesse de prendre position et de se créer une conscience politique. Même Silvio Berlusconi, Matteo Renzi et Matteo Salvini, qui avait su capitaliser sur la détestation qu'ils suscitaient pour imposer une présence constante dans les médias, n'attirent plus les foudres des jeunes bien qu'ils soient tous les trois protagonistes de péripéties judiciaires et essaient tant bien que mal de revenir sur le devant de la scène sans se priver d'attaquer la magistrature. Ces trois hommes politiques sont non seulement cités dans des affaires graves mais sont également suspectés d'entretenir des liens avec certains émissaires du crime organisé. Mais cela n'émeut plus grand monde, les jeunes encore moins.

Les pouvoirs et contre-pouvoirs sont si nombreux en Italie qu'une élite homogène, comme pourrait

l'être celle issue des grandes écoles en France, est difficile à identifier en tant que telle et finalement à accuser des maux du pays. Non seulement il n'y a pas réellement de grandes écoles mais les *business schools* et les universités privées sont rares et absentes des tops des classements, exception faite de la Bocconi de Milan. Ici, ce sont la famille et les amis qui restent les premiers des réseaux.

L'absence d'un système élitiste basé sur la méritocratie en Italie aurait-il pour conséquence de priver les jeunes d'une aversion pour ce système dont on sait qu'il ne fonctionne plus et, finalement, de les empêcher de se rebeller ? Et si, à Gênes comme partout en Italie, les gens ne cachent pas leur agacement face au chauvinisme des Français, ils se disent en revanche admiratifs de notre esprit rebelle et de notre enthousiasme à descendre dans la rue pour protester en masse contre le pouvoir.

Le mouvement des « sardines », seul mouvement spontané de protestation ayant produit d'importantes manifestations de rue ces derniers temps en Italie, est quant à lui né pour conspuer Matteo Salvini alors que ce dernier n'était plus ministre de l'Intérieur et qu'il était retourné dans l'opposition ! Il n'a finalement servi qu'à maintenir ce dernier dans l'espace médiatique et n'a débouché sur aucune initiative politique concrète.

Au vu du flou politique actuel, l'imminence des élections régionales – prévues pour le 20 septembre prochain dans la moitié des régions dont la Ligurie – pourrait nous éclairer sur l'état d'esprit des Italiens. Alors que la gestion sanitaire de la Covid s'est principalement opérée au niveau des régions, il est intéressant de voir comment la population et les jeunes en particulier vont ou non s'emparer du scrutin pour s'exprimer.

La fracture générationnelle va-t-elle se creuser, avec une désaffection encore plus grande à l'égard de la chose publique de la part des nouvelles générations ? Jusqu'où cette apathie citoyenne peut-elle aller ? Les analyses des résultats des élections européennes de 2019 nous indiquent que les jeunes ayant voté pour la première fois l'ont fait à 38% pour Matteo Salvini, avec toutefois une abstention record de 51%. Un score qui pourrait peut-être baisser en termes de suffrages en faveur de la Ligue, vu les piètres prestations médiatiques de Matteo Salvini ces derniers temps, mais qui pourrait encore également baisser en termes de participation.

Le plus vieux pays d'Europe va-t-il finir par se scinder entre une jeunesse sans perspective, qui tente de s'occuper en « bricolant » sa vie au jour le jour, et des adultes qui se rattachent à l'idée que l'État et les plans de relance vont maintenir un niveau de vie un peu moins catastrophique que dans les « pays pauvres » ? L'État est certes mal en point mais constitue encore pour ceux qui ont cotisé

et reçu les premières aides une référence concrète – ce que beaucoup d'adolescents n'ayant jamais travaillé n'ont pas. Non, l'adhésion à ce « machin » qu'est l'État-providence à l'agonie que l'on retrouve un peu partout dans les pays du sud de l'Europe est loin d'être palpable.

Le modèle d'une partie de la jeunesse va-t-il devenir celui de ceux qui semble-t-il vivent finalement le mieux sans se projeter, sans responsabilité, sans aucune bienveillance pour la société et l'environnement – les petits malins, les trafiquants de drogue, les criminels ? Ceux qui volent, infiltrent et détruisent l'État. Le dernier moment de réelle adhésion des Italiens à l'État, avant la crise de la Covid-19, remonte à l'époque où la mafia avait fait assassiner les juges Falcone et Borsellino en 1992. Il est évident que cette solidarité des Italiens et des jeunes pour les héros de l'antimafia est désormais beaucoup plus difficile à percevoir alors que la criminalité organisée n'a jamais été aussi puissante, omniprésente.

Et si le vrai ennemi de leur futur, de l'environnement, des droits, de la santé n'était finalement pas si difficile à identifier ? Car oui, la corruption et le crime organisé détruisent plus que jamais les chances de ce pays et de ce peuple à la fois inventif, intelligent et plein d'esprit.

Le dernier drame qu'a vécu l'Italie avec la Covid-19 a-t-il un rapport avec cet affaiblissement de l'État ? Il est sans doute trop tôt pour le savoir mais on a malgré tout envie d'émettre une hypothèse au sujet des causes de la désorganisation du système de santé en Lombardie, premier foyer de Covid-19 du continent européen, qui a eu des conséquences catastrophiques en Ligurie voisine, en Italie, voire en Europe. Depuis des années, la mafia calabraise, la 'Ndrangheta, infiltre le système sanitaire lombard, système qui a justement pris la voie de la privatisation sous l'impulsion de la Ligue de Matteo Salvini qui l'administre depuis deux mandatures à travers ses deux derniers gouverneurs, Roberto Maroni puis Attilio Fontana. Un système privé que l'actuel président de la région Ligurie, allié à la Ligue, souhaiterait pouvoir lui aussi mettre en place ici.

Pour faire simple, la région privilégie les partenariats avec des cliniques conventionnées qui misent sur les soins et les interventions *bankables* et n'investissent que très peu dans les secteurs coûteux et peu rentables comme les services de réanimation. Ces cliniques reçoivent donc d'importants fonds publics, au détriment des hôpitaux, et beaucoup les soupçonnent d'être largement infiltrées par les mafieux calabrais en Lombardie. Quand on sait que la mortalité en Lombardie est étroitement liée au manque de lits et de places en réanimation, il y a de quoi frémir.

Les esprits « mal intentionnés » pourraient alors ne pas voir qu'une simple coïncidence entre la mise en place de ce système et les signes de rapprochement entre des responsables politiques de la Ligue et des émissaires de la 'Ndrangheta. Matteo Salvini est par exemple sénateur de la Calabre

sans n'y avoir jamais vécu et bénéficie à ce titre d'un siège, d'un confortable salaire et d'une immunité parlementaire. N'ayant aucune attache avec ce territoire, sa campagne avait de ce fait été organisée par un baron local, Vincenzo Giofrè, lié à des protagonistes des clans de 'Ndrangheta Pesce et Bellocco.

Au delà de cette supputation que d'aucuns qualifieront peut-être d'un peu rapide, voire d'hasardeuse, et en attendant de voir si elle relève du simple fantasme, l'inévitable crise économique qui s'annonce et le manque de vision et de détermination des coalitions aux manettes risquent de renforcer les mafias voire de plonger le pays, dont l'économie est exsangue, dans une situation comparable à certains « narco-États ». Car tous les spécialistes tirent la sonnette d'alarme : les fonds de solidarité débloqués par l'Union européenne sont désormais attendus comme une manne par les organisations criminelles italiennes qui comptent ne pas en laisser une miette.

Ces organisations, dont les activités sont désormais officiellement prises en compte dans le calcul du PIB italien, n'ont jamais abandonné – malgré les immenses bénéfices qu'engendrent leur activités « légales » dans le BTP, la santé, le commerce et les services – le crime et notamment le trafic de drogue dont la 'Ndrangheta semble aujourd'hui encore être le principal acteur mondial. Celle-ci est aujourd'hui la principale organisation criminelle en Ligurie où plusieurs conseils municipaux ont été dissous ces dernières années pour infiltrations mafieuses. Une situation qui, en plus de pourrir les institutions et le tissu socio-économique, continue de produire violence et misère dans les rues. Le cas de la ville de Gênes et de sa région est en la matière assez parlant puisqu'elles sont à la fois une porte d'entrée pour la drogue mais également un territoire économique fécond pour les entreprises du BTP et d'autres secteurs d'activités « légaux » appartenant aux clans.

Faudra-t-il alors d'autres martyrs de la mafia pour que de la jeunesse italienne naisse une Greta Thunberg qui pointe, non pas les conséquences, mais les causes du délabrement de la société, de l'environnement et des esprits, dont l'hégémonie d'une criminalité toujours plus enracinée, organisée, violente et nocive ?